

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
21 décembre 2020
Français
Original : anglais

**Lettre datée du 18 décembre 2020, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent de la République islamique d'Iran
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous présenter ci-après les vues de la République islamique d'Iran sur le dixième rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution [2231 \(2015\)](#) du Conseil de sécurité ([S/2020/1177](#)) :

a) Au premier paragraphe de son rapport, le Secrétaire général a souligné « qu'il import[ait] que le Plan d'action profite à tous et apporte notamment au peuple iranien des avantages économiques tangibles ». Cependant, en raison des sanctions unilatérales imposées par les États-Unis en violation de la résolution [2231 \(2015\)](#), les avantages que devait tirer la République islamique d'Iran du Plan d'action global commun lui sont devenus presque totalement inaccessibles. J'ai informé le Secrétaire général de certaines de ces mesures illégales, introduites au cours des six derniers mois, dans ma lettre datée du 12 octobre 2020 ([S/2020/1000](#)) ;

b) Au paragraphe 3 de son rapport, le Secrétaire général a noté que « [l]a réimposition par les États-Unis de toutes les sanctions nationales qui avaient été levées en vertu du Plan d'action [était] contraire aux objectifs fixés dans ce dernier et dans la résolution [2231 \(2015\)](#) » et que « [d]'autres mesures prises par les États-Unis pour restreindre les activités autorisées dans le cadre du Plan d'action risqu[ai]ent également d'entraver la capacité de la République islamique d'Iran et d'autres États Membres d'appliquer certaines dispositions du Plan d'action et de la résolution ». Une longue liste de sanctions inhumaines prises par les États-Unis contre l'Iran pendant l'administration Trump était jointe à la lettre datée du 20 août 2020 adressée au Président du Conseil de sécurité par le Ministre des affaires étrangères de la République islamique d'Iran ([S/2020/814](#), annexe). Ces actes illégaux sont contraires aux objectifs généraux de la résolution [2231 \(2015\)](#) et violent ses dispositions. Ils défient également l'approche et le souhait du Conseil de sécurité d'établir avec la République islamique d'Iran « une nouvelle relation renforcée par l'application du Plan d'action et [de] parvenir à une conclusion satisfaisante de l'examen de la question ». Dans ce contexte, l'avis des États-Unis selon lequel « les dispositions de la résolution [2231 \(2015\)](#) ayant trait à l'application du Plan d'action », mentionnées au paragraphe 3 du rapport, ont cessé de s'appliquer est complètement dénué de pertinence et de légalité et a d'ailleurs été rejeté sans équivoque par 13 membres du Conseil de sécurité ;

c) Les mesures prises par l'Iran, dont il est question aux paragraphes 4 et 5 du rapport, sont pleinement conformes aux dispositions du Plan d'action global commun et de la résolution [2231 \(2015\)](#). À la suite des agissements des États-Unis en date du 8 mai 2018 et de leurs sanctions illégales, et après que les E3 ont complètement failli à leurs engagements, l'Iran n'a eu d'autre choix que d'exercer ses



droits au titre des paragraphes 26 et 36 du Plan d'action global commun. La République islamique d'Iran a pris cette mesure à l'issue d'une année entière d'efforts acharnés consentis de bonne foi pour épuiser le mécanisme de règlement des différends. Elle souligne la nécessité de l'application intégrale et inconditionnelle du Plan d'action global commun. En conséquence, la demande formulée dans le rapport que l'Iran « repre[nne] l'application intégrale du Plan d'action » n'est ni plausible ni acceptable. Il est attendu du Secrétaire général qu'il traite sur un pied d'égalité les positions des deux parties dans son rapport ;

d) S'écartant de la pratique passée, le Secrétariat a adopté une nouvelle approche, mentionnée au paragraphe 4 du rapport, en ce qui concerne la communication d'informations relatives à l'exécution des engagements pris au titre de l'annexe A de la résolution 2231 (2015). Comme l'Iran l'a indiqué dans ses lettres du 17 juillet 2016 (S/2016/626), 18 janvier 2017 (S/2017/51), 29 juin 2017 (S/2017/560), 19 décembre 2017 (S/2017/1075), 26 juin 2018 (S/2018/634), 11 décembre 2018 (S/2018/1108), 25 juin 2019 (S/2019/524), 18 décembre 2019 (S/2019/959) et 24 juin 2020 (S/2020/583), tout rapport sur l'application de la résolution doit porter sur la résolution et sur ses annexes, y compris l'annexe A, à savoir le Plan d'action global commun. Il importe cependant que ces rapports soient impartiaux, complets et professionnels et portent sur les engagements de tous les participants au Plan d'action ;

e) Le recours fait le 3 juillet 2020 par la République islamique d'Iran au mécanisme de règlement des différends, qui est mentionné au paragraphe 5 du rapport, compte au nombre de plusieurs tentatives similaires faites de bonne foi pour ramener les États-Unis et les E3 au plein respect de leurs engagements. Suite à ces tentatives, « les mesures engagées par la République islamique d'Iran quant aux engagements que celle-ci avait pris en matière de nucléaire au titre du Plan d'action » étaient de nature corrective. Comme je l'ai expliqué dans ma lettre du 24 juin 2020 (S/2020/583), le recours au mécanisme de règlement des différends sans qu'aient été réglés au préalable les problèmes découlant des multiples cas avérés de non-respect par les États-Unis et les E3 est sans fondement aussi bien en fait qu'en droit ;

f) Comme expliqué au paragraphe 7 du rapport, 13 membres et trois présidents consécutifs du Conseil de sécurité ont rejeté sans ambiguïté la demande des États-Unis concernant la réapplication des dispositions des résolutions abrogées. Les États-Unis ont pris nombre de mesures illégales pour mettre fin à leur participation au Plan d'action. Ils ont également réimposé toutes les sanctions américaines qui avaient été levées en raison du Plan d'action, commettant ainsi de multiples cas de « non-respect notable » d'engagements prévus par le Plan d'action, en violation flagrante de la résolution 2231 (2015). Ayant épuisé à plusieurs reprises le mécanisme de règlement des différends, l'Iran a finalement exercé ses droits en vertu des paragraphes 26 et 36 du Plan d'action pour prendre des mesures correctives. Ces dernières résultent directement des actes illicites des États-Unis et ne sauraient justifier l'invocation des procédures prévues au paragraphe 11 de la résolution. De plus, les responsables américains ont publiquement admis que cette action ne concernait pas l'exécution du Plan d'action mais relevait d'une stratégie politique ;

g) *L'Instrument in Support of Trade Exchanges* (Instrument de soutien aux transactions commerciales), mentionné au paragraphe 9 du rapport, a été conçu pour faciliter les échanges commerciaux avec l'Iran conformément aux engagements pris par les E3 dans le cadre du Plan d'action global commun. Près de deux ans après son entrée en vigueur, l'Instrument n'a toujours pas prouvé son efficacité ;

h) Il est important de noter que, d'après l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), le programme d'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques de l'Iran fait l'objet d'un examen continu de la part des services de contrôle et de vérification « les plus robustes » de l'Agence. Jusqu'à présent, les mesures correctives de l'Iran n'ont eu aucune incidence sur les activités de contrôle

et de vérification de l'AIEA. Dans son dernier rapport (S/2020/1138), le Directeur général de l'AIEA a déclaré que l'Agence « continu[ait] de vérifier le non-détournement de matières nucléaires déclarées dans les installations nucléaires et les emplacements hors installations où des matières nucléaires sont habituellement utilisées, qui ont été déclarés par l'Iran en application de son accord de garanties » et qu'elle avait « exercé son droit d'accès complémentaire, au titre [du] protocole [additionnel], à tous les sites et emplacements en Iran sur lesquels elle avait besoin de se rendre. Une coopération proactive et en temps voulu de l'Iran visant à permettre un accès complémentaire facilit[ait] la mise en œuvre du protocole additionnel et renforçait la confiance » ;

i) Selon la note de bas de page n° 7 du rapport du Secrétaire général, « les dispositions relatives aux transferts d'armes à destination ou en provenance de la République islamique d'Iran et à l'interdiction de voyager s'appliquaient jusqu'au 18 octobre, soit cinq ans après la date de [l'] adoption » de la résolution et le rapport « porte sur l'application de ces dispositions jusqu'à cette date ». Il convient de rappeler que, le 18 octobre 2020, le paragraphe 5 et les alinéas b) et d) du paragraphe 6 de l'annexe B de la résolution 2231 (2015) ont été abrogés, conformément aux dispositions de la résolution ;

j) Les mentions faites aux paragraphes 13 et 20 du rapport sont inspirées par des affirmations sans fondement du régime israélien. Ces contrevérités et l'analyse non professionnelle de certaines photographies, dont il est question dans lesdits paragraphes, ne permettent de conclure ni au transfert lui-même ou ni à aucun acte incompatible avec la résolution ;

k) Les paragraphes 13, 14, 20, 21 et 26 du rapport indiquent la poursuite de mesures non-autorisées « d'examen » des allégations concernant l'application de l'annexe B de la résolution. Le Secrétariat n'a pas de mandat pour vérifier les allégations concernant des actions prétendument incompatibles avec la résolution et il n'a pas non plus les moyens techniques de le faire. Ces mesures sont contraires aux paragraphes 6 et 10 de la note du Président du Conseil de sécurité du 16 janvier 2016 (S/2016/44) ;

l) Le paragraphe 25 du rapport concernant l'assassinat du martyr Mohsen Fakhrizadeh, un scientifique iranien, ne donne pas de détails sur la nature de ce crime horrible (voir S/2020/1148). Depuis janvier 2020, deux personnalités iraniennes dont les noms figuraient sur la liste connexe à la résolution 2231 (2015) ont été brutalement assassinées lors d'attaques terroristes. Le Président Trump a assumé la responsabilité de l'assassinat criminel du général de division martyr Qasem Soleimani en janvier 2020 (voir S/2020/13, S/2020/20 et S/2020/81), et il existe des indices sérieux de la responsabilité d'Israël dans l'assassinat du martyr Fakhrizadeh. Il incombe au Conseil de sécurité d'assumer ses responsabilités et de condamner ces actes criminels illicites, en prenant en considération les conséquences désastreuses que ces dangereuses provocations ont sur la paix et la sécurité internationales.

Pour conclure, je tiens à souligner que la déclaration faite par la République islamique d'Iran à la suite de l'adoption de la résolution 2231 (2015) du Conseil de sécurité (voir annexe du document publié sous la cote S/2015/550) et les positions qu'elle y a exprimées restent aussi valides et d'actualité aujourd'hui qu'elles l'étaient initialement.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Majid **Takht Ravanchi**